



Commune de Montmerle-sur-Saône
Département de l'Ain

Date d'affichage :

08 OCT. 2026

DECISION DU MAIRE

N°D-2026.10.01 – DECISION PORTANT VERSEMENT D'UNE INDEMNITE DE SINISTRE CONCERNANT LE SINISTRE DU 17/04/2026

Le Maire de la Commune de Montmerle-Sur-Saône,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal **n°DB.2026-05-07-01** du 07 mai 2026, donnant, notamment, délégation à M. le Maire pour, en cas de contentieux, transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 €,

Considérant que le 17 avril 2026, un agent communal effectuant des travaux de fauchage au rotofil, rue des Fleuralies à Montmerle-sur-Saône, a projeté un caillou contre un véhicule en stationnement, causant le bris d'une vitre,

Considérant que la responsabilité de la commune est engagée à l'égard des dommages matériels causés à la victime, assurée auprès de la compagnie LA MACIF,

Considérant le rapport d'expertise chiffrant le montant des réparations et du préjudice à la somme de 258,53 €,

Considérant qu'afin de prévenir ou de mettre fin à tout litige juridictionnel, il convient de conclure un protocole d'accord transactionnel prévoyant le versement par la commune d'une indemnité d'un montant de 258,53 € à la compagnie d'assurance LA MACIF, agissant subrogée dans les droits de son assuré,

Considérant que ce montant respecte les crédits inscrits au budget communal et s'inscrit strictement dans la limite du plafond fixé par l'article L. 2122-22 (16°) du CGCT et la délibération de délégation susvisée,

DECIDE

Article 1^{er} :

D'accepter la proposition d'indemnisation de l'assurance LA MACIF pour un montant total et maximum de 258,53 €, en règlement du sinistre du 17 avril 2026.

Article 2 :

La somme sera encaissée à l'article 65888.

Article 3 : Dit que l'exécution de ce protocole éteint définitivement toute contestation, action ou réclamation entre la commune, la victime et son assureur concernant les conséquences de ce sinistre.

Article 4 :

Il sera rendu compte de cette décision lors de la prochaine réunion du conseil municipal.

Article 5 :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa publication en vertu de l'article R421-1 du code de la justice administrative. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin – 69433 LYON cedex 02. Le dépôt du recours peut être opéré par voie électronique à partir du site de téléprocédures <https://www.telerecours.fr/>

Article 6 :

Pour extrait conforme certifié par le Maire qui transmet à Monsieur le Préfet conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Fait à Montmerle-Sur-Saône, le 05 octobre 2026,

**Le Maire,
Didier RUTSCHI**

